

Ville et développement durable

COMPTE-RENDU DU COLLOQUE «VILLE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE» ORGANISÉ PAR L'IRIS ET LA VILLE D'ENGHIEN-LES-BAINS, EN PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ PARIS 8, DANS LE CADRE DU 8E CONGRÈS « LES RESPIRATIONS D'ENGHIEN », LE 26 OCTOBRE 2012.



8^e
édition

LES RESPIRATIONS D'ENGHIEEN-LES-BAINS

URBANITE, SANTE, VILLE DURABLE :
LA QUALITE DE L'AIR EN DEBAT

VENDREDI 26 OCTOBRE 2012 • A PARTIR DE 9H • ESCALE AFFAIRES

**ENTRÉE
LIBRE**
SUR INSCRIPTION

Rives d'Enghien Lucien Barrière : 87 rue du Général-de-Gaulle
www.lesrespirations.com • www.ville-enghienlesbains.fr

ORGANISERES: PARTENAIRES: COLLABORATEURS:

ALLOCUTIONS DE BIENVENUE

Philippe Sueur, maire d'Enghien-les-Bains, a ouvert ce colloque en retraçant brièvement l'historique des Respirations d'Enghien, et précisant qu'il s'agissait cette fois-ci de parler de l'air et non plus de l'eau, qui a fait la réputation de haute station thermale qu'est Enghien-les-Bains.

M. Sueur a ensuite indiqué que dans le monde actuel, les institutions n'inspiraient plus aux citoyens confiance, mais méfiance et défiance, et que c'était donc aux citoyens d'agir notamment en matière de développement durable et d'environnement. Saluant la présence d'étudiants et de lycéens dans l'assistance, le maire d'Enghien-les-Bains a indiqué que les jeunes générations devaient s'investir dans la protection de l'environnement et le développement durable dès maintenant et ne pas cesser d'alerter leurs anciens sur ces thématiques. Il a à ce propos évoqué la mise en place à Enghien-les-Bains d'un Agenda 21 junior.

Pascal Boniface, directeur de l'IRIS, a ensuite rappelé que les questions d'environnement étaient devenues des questions stratégiques et non plus seulement scientifiques. Selon lui, les résultats des conférences de RIO+20 sont peu probants et même inquiétants. Le protocole de Kyoto demeure le plus petit dénominateur commun et ne suffira pas. On assiste aujourd'hui à un repli des Etats vers l'unilatéralisme, y compris de la part d'Etats comme le Canada qui ont pourtant une tradition politique multilatéraliste. Le risque de fragmentation pourrait compromettre la lutte contre le changement climatique. Et si aujourd'hui, tout le monde s'accorde sur le fait que les activités humaines sont en partie responsables du réchauffement planétaire, beaucoup le voient encore comme une menace moins importante que le terrorisme ou les armes nucléaires, alors qu'il s'agit d'une réelle menace pour l'humanité et la survie de chacun d'entre nous.

Table-ronde : LE BILAN DE RIO+20 : COMMENT PASSER DE LA THEORIE A LA PRATIQUE ?

Christophe Ventura, secrétaire national aux relations internationales du Parti de Gauche, a noté que le développement durable était un thème central pour l'avenir de l'humanité et que de grandes questions demeuraient quant aux solutions à adopter. Présent à Rio et ayant suivi partiellement les négociations, il considère qu'aucune solution n'a été avancée, et qu'il s'est dégagé la vision d'une régulation par les marchés financiers et non par les Etats. Le secteur privé a été très actif dans le processus de RIO+20 et revêt un poids sans commune mesure dans les négociations.

Aucun bilan de la dégradation du monde n'a été tiré lors de RIO+20. La déclaration « *The future we want* » composée de 283 articles a été fortement décriée au point de qualifier le

sommet de « RIO moins 20 ». En effet, aucun engagement concret n'a été pris pour atteindre les objectifs du développement durable. Si lors de RIO+20 la communauté internationale s'est accordée sur le fait que le modèle de développement actuel occidental était en crise, aucune mesure n'a été prise pour favoriser la transition vers un nouveau modèle de développement durable. Ainsi, RIO+20 contribue à la pérennisation d'un modèle en crise reposant sur la logique financière.

Selon Christophe Ventura, l'économie verte (abordée dans la seconde table ronde) ne sera pas une solution mais aggravera la crise, en soumettant les cycles de vie aux règles du marché et en intégrant la nature dans le capital, selon le mythe de la croissance infinie.

Les solutions possibles passent par la construction d'un rapport de force entre la société civile et les gouvernements. Il s'agit de

garantir l'accès à de nouveaux droits fondamentaux, à des biens communs qui doivent être soustraits du marché, dans une logique de socialisation et non de marchandisation ; et de créer de nouveaux modèles d'agriculture nourricière assurant la souveraineté alimentaire, différents de l'agro-business qui lui s'intègre encore dans les logiques de marchés.



Lucien Chabason, conseiller auprès de la direction de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), a commencé par évoquer les réussites des négociations précédentes sur le climat et l'environnement tels le sommet de Rio de 1992, qui a vu notamment naître le principe de responsabilité conjointe mais différenciée, et les différentes conventions sur le climat ou la biodiversité. Il est ensuite revenu sur RIO+20, dont le document représente une volonté d'engagement *a minima*. Le contexte actuel de crise économique relègue les enjeux de développement durable au second plan, avec un repli des Etats sur eux-mêmes, n'étant plus disposés qu'à une coopération minimale. Ensuite, un défaut de préparation est à inscrire dans les causes de « l'échec » de RIO+20. Le sommet de 1992 avait été préparé dès 1986 (rapport Brundtland de 1987). Pour RIO+20, aucun état des lieux pouvant servir de base de travail n'a été réalisé par l'ONU, et le sommet a ainsi été un événement sans réel contenu.

Le fait que des négociations particulières existaient déjà sur des sujets techniques (le statut de la haute mer par exemple) ont rendu la tâche des organisateurs de RIO+20 encore plus difficile car les experts ont été réticents à participer à des négociations globales alors qu'ils discutaient déjà dans de petits comités dédiés. Ainsi, on a commis l'erreur de traiter des sujets sectoriels, empêchant toute avancée concrète. La volonté de mise en place d'Objectifs du Développement Durable (ODD), qui doivent constituer le relais des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2015, est l'une des seules « réussites » du sommet, à l'initiative de la Colombie et du Guatemala, ce qui a suscité moins de méfiance de la part des participants au sommet.

Si le Brésil a sauvé RIO+20 en permettant l'adoption d'un texte à l'unanimité, il faudra à l'avenir se concentrer sur les ODD (que l'Assemblée générale des Nations Unies devra définir et adopter) pour espérer faire avancer la cause.

Bernard Pinaud, délégué général du CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement) – Terre solidaire, a tout d'abord évoqué la création du collectif RIO+20, qui regroupe une trentaine d'organisations françaises de la société civile, et dont le but était de produire des textes contenant des propositions en vue du sommet de RIO+20. Le sommet a permis d'observer un repli inquiétant des Etats vers le bilatéralisme et sur eux-mêmes, révélant l'incapacité des membres de l'ONU à négocier sur des enjeux vitaux et globaux. Les processus onusiens sont de plus en plus pris en charge par des multinationales, laissant s'éloigner peu à peu l'objectif d'une gouvernance mondiale.

Le texte final adopté lors du sommet s'avère très décevant : le constat d'un système en crise est globalement partagé mais aucune analyse des limites des modèles existant ou des solutions possibles n'est apportée ; le concept d'économie verte n'est pas clairement défini, ce qui laisse chacun libre d'interpréter la notion comme il le souhaite ; rien n'est dit sur la finitude des ressources naturelles, l'approche du document est centrée sur le marché et reprend le consensus de Séoul selon lequel des investissements dans les pays du Sud entraîneront un développement durable, alors que ceux-ci peuvent aussi engendrer des crises portant atteinte à l'environnement ou aux droits humains ; la solution proposée pour garantir la sécurité alimentaire est le recours à l'agrobusiness, alors qu'il ne s'agit pas d'une réelle solution, rien n'est mentionné sur les prix instables et aucun mécanisme de régulation n'est envisagé ; enfin, rien n'est dit sur la régulation des acteurs privés, la redevabilité des entreprises ou la RSE (responsabilité sociale des entreprises).

Si le modèle économique dominant a été interrogé lors de RIO+20, il n'y a pas eu de réel questionnement de fond et donc pas de réelle solution proposée. Il faudrait concevoir un modèle de société alternatif qui respecterait l'homme et l'environnement en intégrant les dimensions à la fois locale et globale.

Marie-Hélène Aubert, conseillère auprès de François Hollande sur les négociations climat et environnement, a mis en garde contre une trop grande schématisation de l'action des gouvernements et des acteurs économiques. Il existe en effet des intérêts contradictoires entre les divers acteurs, des rapports de force qu'il ne faut pas négliger.

Si l'on ne pouvait pas attendre trop de RIO+20, le sommet a quand même offert quelques avancées, la principale étant les ODD, qui sont, selon Marie-Hélène Aubert, la preuve qu'on embrasse aujourd'hui pleinement la définition du développement durable, que l'on avait enfermé dans son acception environnementale. Et contrairement aux OMD, qui concernaient les pays en développement avec l'idée d'un rattrapage des pays développés, les ODD couvrent le monde entier.

La place de la société civile ne doit pas non plus être oubliée, avec l'organisation du Sommet des Peuples et la participation de certains au sommet RIO+20 en lui-même.

Il existe bien sûr des tensions et des rapports de force, mais il faut persévérer et entreprendre. A propos des tensions sur l'accès aux ressources, Mme Aubert a évoqué la dualité que peuvent revêtir certains phénomènes comme la fonte des glaces en Arctique. En effet, la fonte prouve les dangers du réchauffement climatique mais pour certains acteurs, elle paraît bénéfique car elle va permettre l'ouverture d'une nouvelle route en vue de l'exploitation des ressources. Les acteurs économiques rendent peut-être les négociations difficiles, mais il ne faut pas oublier qu'ils sont essentiels et que rien ne se fera sans eux.

La diversité des opinions et des projets doit donc être connue et analysée. Un suivi aura lieu après RIO+20 (ODD, statut de la haute-mer, financements innovants comme la taxe sur les transactions financières...), le tableau n'est pas complètement noir, mais il faut sortir d'une vision des enjeux à court-terme qui fait que la crise économique actuelle entraîne un certain désintérêt pour les problématiques de développement durable, afin d'adopter une vision à moyen et long terme et justement être aujourd'hui et demain encore plus vigilant et entreprenant dans ce domaine.

Désormais, l'objectif est RIO+40.

Table-ronde : L'ECONOMIE VERTE EST-ELLE UN ELDORADO DE CROISSANCE ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ?

Geneviève Azam, maître de conférences à l'Université de Toulouse-Le Mirail et membre du conseil scientifique d'Attac, a d'abord rappelé que les questions portant sur l'environnement sont devenues stratégiques dès 1945. On a relié croissance et lutte contre la pauvreté, ce qui nous a enfermés dans un mode de pensée selon lequel la croissance économique peut être infinie et constitue une condition à la lutte contre la pauvreté. La crise de la dette, la crise énergétique et l'augmentation des coûts de production nous amènent à réfléchir à une éventuelle fin de la croissance, questionnement qui a dépassé les cercles de réflexion pour investir la sphère publique. Il s'agit donc maintenant de penser la prospérité sans la croissance.

L'économie verte constitue une tentative de réponse à la fin de la croissance. Est-elle pour autant un eldorado ? A la fin des années 1990, l'économie reposant sur internet a été présentée comme un nouvel eldorado qui permettrait de régler le problème d'accès des ressources car elle était moins prédatrice, mais finalement, tout s'est effondré vers 2000. Il



en a été de même pour l'économie de la connaissance promue par l'Union européenne dans les années 2000.

Concernant la définition de l'économie verte, Geneviève Azam a rappelé qu'elle avait été précisée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) mais aussi par des rapports de l'OCDE et de la Banque Mondiale, mais le concept reste assez flou. Cette année, l'économie verte a été le seul pôle mis en avant par l'ONU pour venir à bout de la crise écologique. Le développement social et écologique seraient ainsi la conséquence d'une croissance verte (ceci est mentionné 32 fois dans le texte final de RIO+20). René Passet, en définissant la bioéconomie, indiquait que l'économie était un sous-système de la société et de la biosphère. Depuis 30 ans, on assiste à un renversement philosophique que l'on retrouve dans les textes de l'ONU, faisant de la biosphère et de la nature un sous-système de l'économie. Aujourd'hui, on tente de substituer de manière infinie le capital naturel par un capital technique, or la substitution infinie est impossible, avec l'exemple du pétrole et des énergies renouvelables. Cela appelle donc une sobriété notamment dans le domaine énergétique.

Au-delà de l'économie verte, nous devons désormais construire une société verte avec des réalités économiques, sociales et environnementales fondées sur l'acceptation des limites du modèle existant, notamment physiques. La technologie peut y apporter une contribution intéressante. Il s'agit d'arrêter de croire des vérités qui arrangent.

Bénédicte Faivre-Tavignot, co-fondatrice et directeur exécutif de la chaire Social Business/Entreprise et Pauvreté, et du Mastère Développement Durable d'HEC, a évoqué les moyens à la portée des entrepreneurs sociaux pour jouer un rôle dans la lutte contre la pauvreté, avec l'économie verte. Anisi, le *social business* constitue une approche dite « à la base de la pyramide » (d'après l'ouvrage *The Fortune at the bottom of the pyramid* de C.K. Prahalad), permettant une réconciliation entre objectifs sociaux et économiques, en vue d'une articulation entre maximisation des profits et réponse à des préoccupations sociales et environnementales. Nous pouvons par exemple citer les démarches de Veolia qui a mis en place un partenariat public/privé à Tanger pour améliorer l'accès des populations à l'eau.

Il est difficile pour les entrepreneurs qui s'essayent au *social business* de réussir tout de suite car il leur faut souvent créer de nouveaux marchés, par exemple l'eau potable au Bangladesh sera vendue alors qu'elle était auparavant gratuite, mais pleine d'arsenic et donc dangereuse pour la santé. Les détracteurs du modèle dénoncent ainsi la très faible réussite de cette approche « à la base de la pyramide » qui ne semble pas rentable. Il faut cependant poursuivre les efforts, la réussite prendra du temps. Des pistes d'innovation sont à explorer et exigeront parfois des ruptures culturelles difficiles à gérer.

On note une grande créativité des entrepreneurs sociaux : bio-mimétisme, récupération des déchets et travail par des personnes en insertion, création de maisons écologiques à bas coût pour travailleurs précaires, etc. Il faut encourager les partenariats entre multinationales et entrepreneurs sociaux afin de faire émerger une conscience des enjeux sociaux et environnementaux.

François Tirot, responsable de la division Collectivités locales et développement urbain à l'Agence Française de Développement, s'est intéressé aux défis de la croissance urbaine. Il y a environ 200 000 nouveaux urbains par jour et la moitié des aires urbaines qui existeront en 2030 n'ont pas encore été construites. Le phénomène d'urbanisation a lieu partout dans le monde mais il est plus marqué au Sud, ainsi on estime qu'il y aura 1,2 milliards d'urbains en Afrique en 2050 alors qu'on n'en comptait que 30 millions en 1960. La croissance urbaine est donc une évolution inéluctable qui possède un aspect positif et un aspect négatif. Elle est une opportunité en ce que les économies modernes sont aujourd'hui urbaines et que ce sont les villes qui jouent un rôle dans l'économie mondialisée, beaucoup plus que les zones rurales. Mais elle est aussi une menace si elle n'est pas contrôlée et ce à plusieurs niveaux : socio-économique, avec des manques d'infrastructures et de services, l'installation de mafias, de gangs et de réseaux d'économie sous-terraines ; en termes de santé, avec la propagation d'épidémies, l'insalubrité ; en termes d'environnement, avec de nombreuses pollutions et la non gestion des déchets ; en termes de risques naturels, avec des inondations, des glissements de terrains ou des tremblements de terre. Ainsi, l'urbanisation non contrôlée risque de fortement paupériser et précariser des territoires entiers notamment dans les pays les moins avancés (PMA), donnant lieu à une véritable « bidonvilisation ». Il existe donc une urgence concernant la croissance urbaine dans les PMA, compliquée par une forte contrainte financière car les budgets sont très faibles dans ces pays alors que la création de « villes durables » représente un coût non négligeable.

Assen Slim, économiste, chercheur associé à l'IRIS et maître de conférences à l'INALCO (Institut National des Langues et Civilisations Orientales, a traité la thématique « Travail et environnement, enjeux du développement durable (en Europe) ». Alors que beaucoup reprochent aux Etats-Unis de ne pas avoir signé le protocole de Kyoto, la principale confédération syndicale du pays a évoqué la contradiction entre développement durable et emploi. En effet, selon elle, le protocole de Kyoto aurait entraîné la suppression de nombreux emplois dans les secteurs miniers, manufacturiers, des transports et autres.

Le changement climatique affecte les activités humaines liées au climat comme l'agriculture, le coût de contrôle des températures (baisse du coût du chauffage et hausse du coût de la climatisation) ainsi que l'exode rural ou encore la désertification, le tout entraînant une diminution du revenu national touchant à son tour le marché du travail. Ainsi, concernant les régions agricoles, le pourtour méditerranéen sera défavorisé en raison du renforcement de l'aridité, alors que l'agriculture s'intensifiera dans les régions froides du nord de l'Europe. La hausse des températures dans le sud entraînera un déclin du tourisme au profit du nord. Enfin, dans le secteur de la santé, c'est cette fois-ci le Nord qui sera défavorisé avec une baisse de la mortalité et de la demande de soins, impactant alors négativement les emplois du secteur. Nous remarquons donc que le changement climatique entraîne une redistribution des emplois majoritairement du sud vers le nord de l'Europe, ainsi, de nouvelles solidarités devront être mises en place pour répondre à ce nouveau défi.

Table-ronde : LA CIVILISATION URBAINE EST-ELLE COMPATIBLE AVEC LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

Sébastien Abis, administrateur du CIHEAM (Centre International de hautes études agronomiques méditerranéennes) et analyste politique sur l'espace euro-méditerranéen, l'agriculture et l'alimentation a abordé les problématiques liées aux relations entre zones rurales et urbaines et a axé son argumentation sur trois points : la sécurité alimentaire ; la nécessaire reconnexion des territoires entre les villes et les campagnes ; l'exemple de l'espace méditerranéen.

La sécurité alimentaire repose sur quatre piliers : la disponibilité, la régularité (approvisionnement, ce qui suppose le respect de la chaîne du froid), l'accessibilité (comment se procurer de la nourriture de plus en plus chère dans un contexte de paupérisation) et la qualité (les exigences des consommateurs augmentent, au niveau de la qualité ou du respect de l'environnement inhérent à la production).

Comment offrir une sécurité alimentaire aux populations en croissance ? A l'horizon 2050, nous serons entre huit et dix milliards et demi d'habitants sur la planète, un écart conséquent et qui doit être par les politiques adoptées dans le futur. Car aujourd'hui, un septième de la population de la planète n'arrive pas à se nourrir. Il existe des pistes, comme l'agriculture verticale dans les villes : cultiver de petites quantités de produits alimentaires sur les parois verticales des bâtiments afin de soulager la pression foncière. Mais cela demeure insuffisant pour nourrir des pays, voire des villes de grande taille, comme Le Caire ou Paris.



Il existe de plus une fracture entre les zones rurales sous-développées enfermées géographiquement et temporellement, et les villes urbaines littorales développées. Nous assistons à une marginalisation des zones rurales. Elles sont considérées comme exclues du futur. Les zones rurales restent néanmoins l'apanage de la production agricole puisqu'un milliard et demi de personnes dépendent encore

professionnellement du secteur agricole. Cela pose la question de la géographie du développement et de la répartition des fruits de la croissance. Il est donc indispensable de reconnecter villes et territoires ruraux.

Le pourtour méditerranéen est une très bonne illustration de ces thématiques. Le manque d'eau et de terres accroît l'insécurité alimentaire, qui a elle-même entraîné une stimulation des revendications en faveur de plus de liberté, une inquiétude liée au pouvoir d'achat des populations, qui ont récemment constituées le départ des révoltes arabes. Il faut se rappeler qu'en 2010 en Tunisie, la révolte a commencé à Sidi Bouzid, à l'intérieur du pays à cause d'une fracture entre le rural et l'urbain en matière de répartition des richesses. C'est pour cela qu'un pays comme la Chine, qui tente de bloquer toute contestation du régime, observe avec attention d'éventuelles « émeutes de la faim » afin de prévenir de potentiels troubles. La sécurité alimentaire demeure ainsi un facteur majeur de stabilité des sociétés. Les acteurs nationaux et internationaux doivent tenir compte de cet enjeu tout en se remobilisant dans les zones périphériques délaissées car il n'existe pas de territoires sans avenir, mais que des territoires sans projet.

Guillaume Josse, directeur général du Bureau d'études en urbanisme Groupe Huit, a axé son intervention sur de l'aménagement urbain durable plus particulièrement en Afrique.

Même si moins de 50% de la population africaine habite les villes, l'Afrique est un continent urbain. En effet, les projections font état d'un milliard d'urbains en Afrique d'ici à 2050 quand ils n'étaient que quelques dizaines de millions dans les années 1960-1970.

Le problème de la « durabilité » ne réside pas dans les villes en soi, c'est l'absence totale de corrélation entre croissance urbaine et développement économique qui est mis en cause. La population africaine est de plus en plus jeune et, sans travail disponible, les taux de chômage sont très élevés. En découlent la bidonvilisation et l'apparition de villes informelles qui ont de multiples conséquences environnementales liées à l'urbanisation : inondations, pollution des nappes phréatiques, non-traitement des déchets, déforestation,...

A ces dangers s'ajoute un phénomène d'étalement urbain : en l'absence de cadastre, les villes s'étendent, et ne sont que des suites linéaires de constructions précaires (ainsi la ville de Lagos s'étendrait sur plus de cent kilomètres). Il est nécessaire de repenser cet étalement en créant des villes compactes. Cela permettrait d'augmenter l'accès aux réseaux, en diminuant les coûts de branchement. En parallèle, il apparaît indispensable de limiter, voire d'interdire par exemple l'établissement en zone inondable, impropre au développement, ce qui permettrait par ricochet la protection de la biodiversité.

L'une des questions fondamentales liée à la croissance urbaine en Afrique est celle du budget. En effet, les collectivités locales n'ont pas de ressources budgétaires, or, sans argent aucun projet n'est envisageable. Le manque de contrôle des puissances publiques pose problème : la priorité des pays africains doit être l'accès accru des populations aux services élémentaires, et notamment à l'eau potable. Des infrastructures doivent être créées pour permettre cet accès. La préservation de l'environnement doit faire partie d'un tout dans le développement de la vie locale. Les politiques urbaines doivent en outre tenir compte de l'entretien qui suit la construction d'infrastructures si elles souhaitent entraîner un développement réellement durable. Cette phase est en effet souvent ignorée par les concepteurs des plans qui s'arrêtent à la réalisation. Là encore, nous en revenons à la

question du budget. La perception d'impôts est une solution. Un personnel qualifié pour l'entretien des infrastructures doit également être formé.

Alain Maugard, président de QUALIBAT, organisme français de qualification et de certification des entreprises de construction et du bâtiment, est intervenu sur la civilisation urbaine des pays développés en posant la question suivante : notre mode de vie est-il compatible avec les ressources de la planète ? La réponse est sans appel : non et ce, à tous les niveaux, notamment celui de l'environnement. Des adaptations et transformations sont nécessaires pour atteindre ce but.

La donnée principale nous permettant d'affirmer l'incompatibilité de notre mode de vie avec les ressources existantes de la planète est l'empreinte écologique, qui correspond à la consommation de la civilisation urbaine (d'une ville pour simplifier) en ressources non-renouvelables.

Aujourd'hui, l'ensemble des villes de la planète consommerait 1,3 ou 1,4 fois les ressources de la planète, nous sommes donc en « débordement ». Si toutes les villes de la planète fonctionnaient sur le modèle européen, cet indice serait de trois fois la consommation des ressources et sur le modèle de la ville américaine, six fois. Or, vit-on moins bien dans la civilisation urbaine européenne par rapport à la civilisation urbaine américaine ? Les pays dits en développement suivent néanmoins le modèle de la ville américaine. En Chine, par exemple, le vélo est remplacé massivement par les deux roues, les voitures, et nous pouvons observer le même phénomène en Inde.

Les deux grands défis de la civilisation urbaine concernent le secteur du bâtiment et celui des transports qui représentent à eux seuls les trois quarts de la consommation en ressources énergétiques, et sont responsables, dans les mêmes proportions, des émissions de gaz à effet de serre.

Pour y répondre, les sociétés doivent notamment travailler sur la transition énergétique : nous pouvons par exemple de construire des bâtiments à « énergie positive », c'est-à-dire qui produiront de l'énergie plus qu'ils n'en dépenseront, ce qui limitera l'effet de serre. Cela ne concerne néanmoins que les constructions neuves. Le développement du marché des voitures électriques, l'accroissement de la part des transports en commun sont également à envisager. L'autonomie, l'autosuffisance des civilisations urbaines sur leur territoire est l'objectif à atteindre. Les bâtiments à « énergie positive » feraient ainsi de nous à la fois des producteurs et des consommateurs, ce nouveau système de production décentralisée entraînant une véritable révolution sociétale. Il en va de même pour l'eau avec la récupération de l'eau de pluie par chaque bâtiment.

En définitive, il s'agit de revenir à une société plus « fondamentale », avec moins de gaspillage, et un renversement du paradigme voulant que plus de consommation signifie plus de croissance. Si nous ne pouvons pas empêcher l'existence d'une économie mondialisée, nous pouvons refonder la civilisation urbaine pour qu'elle soit moins néfaste pour l'environnement...et pour elle-même.

Nicolas Buchoud, urbaniste, fondateur et dirigeant de Renaissance Urbaine, cabinet de R&D en stratégie de développement urbain durable, a souhaité raconter une « histoire ».

Cette histoire, nous voulons précisément la débiter en marge du tumulte des grandes villes, à Luméville en Ormois, la petite commune de la Meuse qui a vu naître l'historien F. Braudel. Mieux que personne, il a décrit la naissance du capitalisme moderne au cours d'un long XVI^{ème} siècle. C'était aussi le siècle de la Renaissance, moment d'expression historique inégalée des liens entre l'homme et son environnement, dans une période de bouleversements et de croissance urbaine

La recherche profonde d'un équilibre entre les activités humaines, dans toute leur complexité et leur diversité, les paysages et la nature s'y est exprimée avec une infinie subtilité. Pour peu qu'on les regarde avec le bon prisme, des milliers de tableaux accrochés dans les musées aux quatre coins du monde en témoignent silencieusement.

Nous sommes les héritiers et les porteurs de cette histoire et la Renaissance nous tend un miroir, nous invite à trouver, à forger, à bâtir, concrètement, les équilibres de notre temps entre les hommes et leur environnement.

Or les structures de notre monde, de notre environnement, sont en train de changer. Nous sommes au seuil d'une génération de croissance urbaine et démographique continue. Tous les continents seront majoritairement urbains dans la génération qui succèdera à la nôtre.

Nous assistons à une perte de repères. La fracture n'est plus entre le Nord et le Sud, mais entre les campagnes et les villes. Le modèle suburbain est en train de voler en éclats. Nous assistons à un retour au « centre » accompagné de questionnements sur la construction du logement, des infrastructures de transports publics, d'un retour à la qualité de l'espace public partagé,...

La réouverture de la Fédération de Russie sur l'Extrême-Orient asiatique dont a témoigné au mois de septembre le dernier sommet de l'APEC et la multiplication des projets d'infrastructures liés à l'ouverture progressive et à l'exploitation de la route du Nord, témoignent de l'avènement d'un monde désormais réellement circulaire.

Comment agir de façon active et positive sur ces faits de structure qui se déroulent devant nos yeux, sans se limiter à des questions singulières, la question alimentaire ou celle de l'intervention dans les villes du Sud?

Nous proposons de continuer l'histoire, pour reprendre l'expression de l'architecte JM. Duthilleul, en continuant la ville. Pour cela, nous avons un grand besoin de visions d'ensemble, articulées, de pouvoir penser les villes comme des systèmes et des réseaux d'interaction, dans leur contexte. Nous ne devons pas céder au mirage de l'accumulation permanente, confuse, de richesses, de biens de consommation, sans horizon temporel.

Il faut au contraire savoir comment bâtir les villes du XXI^{ème} siècle, fabriquer la déségrégation métropolitaine, privilégier les partenariats, les réseaux, les innovations qui pourraient constituer autant d'éléments de circulation et de mise en œuvre concrète d'idées nouvelles.

La question n'est pas d'abord une question technique ou technologique mais bien celle de la structuration des choix collectifs, de la représentation des espaces urbains pour créer des

ponts vers le développement urbain durable. Nos connaissances évoluent vite, mais encore trop lentement, de même que nos pratiques. A l'ère de l'apologie des réseaux numériques-sociaux, quelles valeurs nouvelles, quelles connaissances nouvelles produisons nous réellement ? Il faut prendre du champ. Nous ne sommes pas les témoins mais les acteurs d'une histoire. Précisément, cela revient à insister sur la notion de civilisation urbaine pour faire du développement durable. Les deux sont désormais indissociables.

Taoufik Souami, maître de conférences à l'Institut Français d'Urbanisme de l'Université Paris Est Marne-la-Vallée, a centré ses propos sur la civilisation urbaine, marquant la « note d'optimisme » de cette dernière table ronde.

La civilisation urbaine se définit comme la transformation des modes de consommation et des habitudes de vie qui se sont urbanisés dans les références culturelles et qui font partie de nos civilisations. En soi, la civilisation urbaine n'est pas pathogène. Cela dépend des civilisations qui y habitent et y produisent. Il existe quatre défis à la compatibilité entre développement durable et civilisation urbaine, quatre défis à la fabrication urbaine : l'impact sur l'environnement ; la transformation du modèle urbain ; le défi de la « déssectorialisation » ; la nécessité de « sortir de l'urbain ».

Construire n'est pas forcément négatif. Il est nécessaire de bâtir une vision effective, prouvée, qui démontre que construire, aménager de l'urbain peut avoir un apport positif sur l'environnement. Cette question est fréquemment abordée en Europe du Nord.

Le modèle urbain est en cours de refondation : jusqu'à maintenant, nous utilisons le foncier, en le valorisant grâce à des aménagements pour ensuite le revendre plus cher. Le défi actuel consiste à travailler sur l'existant (terrain ou bâtiment), afin de créer de la valeur ailleurs.

La « déssectorialisation » apparaît ainsi comme une piste porteuse d'une évolution vers un développement urbain durable et concerté. La ville, jusqu'à présent, était fabriquée par « bouts » et de façon verticale dans la manière de penser la construction (la voirie avec en-dessous les réseaux, et au-dessus les bâtiments). Il s'agissait alors de répondre à des exigences économiques et sociales. Aujourd'hui ce modèle est de plus en plus rejeté, en effet, nous commençons à chercher à associer les divers acteurs de la construction urbaine, notamment pour consommer moins. La « transversalité » se développe, notamment chez les fournisseurs qui ne veulent plus se contenter de mettre en place les réseaux mais désirent également participer aux décisions politiques, à l'aménagement. Nous assistons ainsi à la revendication d'une ville avec une réelle qualité de vie. Il est nécessaire d'aller vers des villes offrant plus que les dispositifs élémentaires. Elles doivent être conçues pour y vivre, et plus seulement y habiter.

Enfin, la nécessité de « sortir de l'urbain » s'impose, ne serait-ce qu'au niveau des représentations. Les territoires agricoles étaient autrefois hors de l'attention et des compétences des élus, des urbanistes, ils constituaient des territoires « grisés ». Aujourd'hui, ces territoires doivent être inclus dans les processus de construction de la civilisation urbaine. Il s'agit là d'une « redécouverte », non pas au sens intellectuel du terme mais au

sens de l'exploration : comment travailler avec le monde de l'agriculture ? Ceux qui autrefois s'occupaient de la fabrication de la ville n'y avaient aucune influence. Afin de changer cela, il est nécessaire de s'acculturer, d'aller dans des secteurs qui fonctionnent différemment de ceux que l'on connaît, d'adopter un autre cheminement de réflexion pour sortir du « penser 100% ville ».

Les quatre défis évoqués correspondent donc à quatre transformations profondes de la société à mener. La civilisation urbaine n'est pas fatalement indexée sur le modèle du XXe siècle, qui a notamment été forgé par les pays occidentaux. La collaboration entre les communautés locales est riche d'enseignements, parce que celles-ci décident, se comparent, se mettent en réseau, pour essayer de créer des démarches afin de mettre en place telle ou telle solution pratique, technique ou théorique en vue d'un développement réellement durable.

*Compte-rendu rédigé par
Charlotte Maugenest-Cuvier et Pierre-Alexis Doche
Assistants de recherche à l'IRIS.*



© IRIS

TOUS DROITS RESERVES

Ce compte-rendu n'est pas une reprise in extenso des propos.
Seuls comptent les propos effectivement tenus par les différents intervenants.

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES

2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France
T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
F. + 33 (0) 1 53 27 60 70
contact@iris-france.org
www.iris-france.org
www.affaires-strategiques.info